

DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	REPUBLIQUE FRANCAISE LIBERTE -EGALITE -FRATERNITE SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE	99_DE-091-259102457-20250618-2025_60-DE N°2025/60
-----------------------------	--	--

Suite à l'absence de quorum lors de la séance du 11 juin 2025, le Comité Syndical a été de nouveau légalement convoqué le 12 juin 2025 ; l'an deux mille vingt-cinq, le 18 juin, les membres du Comité Syndical, se sont réunis au 3 rue des Pavés 91 000 Evry-Courcouronnes, à 10 heures, sous la Présidence de Monsieur Gino BERTOL, en application de l'article L.5211-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT)

Nombre de membres en exercice : 129

Présents : BERTOL Gino (SIARCE), BERTOL Gino (Videlles), CASTAINGS Laurence (CAPS), CASTAINGS Laurence (Epinay sur Orge), CORRE Daniel, CORZANI Olivier, DELIANCOURT Jean-Claude, DELPIC Joseph, DUBOIS Marcel, ECK Bernard, FOURNIER Pascal, GONZALES Didier suppléé par LALOE Alain, HILGENGA Wilfrid, LE ROUX Jean-Claude, MEARY Nicolas suppléé par PELTIER Michel, MERIGOT Michaël, NOEL Michel, PROT Pierre, ROUSSET Laurent, SEBBAG Alice, SHEPS Ariel, TARAGON Stéphane, TEILLET Alexis, TERRIER Michel, TANGUY Sylvain

Pouvoirs : BOUSSELET Philippe donne pouvoir FOURNIER Pascal, CHANDELLIER Jean-Louis donne pouvoir à MERIGOT Michaël, DUGOIN Xavier donne pouvoir à BERTOL Gino, GUILBERT Xavier (SIARCE) donne pouvoir à HILGENGA Wilfrid, GUILBERT Xavier (Baulne) donne pouvoir à NOEL Michel

Absents : ABENA Gabin, AUDEBERT Gilles, BEAUDET Stéphane, BEN OUADA Sami, BENEDETTI Laurence, BENIDJER Khellaf, BENSARSA REDA Lamia (EPTGOSB), BENSARSA REDA Lamia (Juvisy sur Orge), BERGDOLT Patricia, BIGA Jean-Bernard, BORTOLI Jacky, BOULEY Bernard, BOUSSAINGAULT Jean-Jacques, BOUTEILLE Erick, BOYER Dany, BRUNEL Rémi, BUDELOT Laurence (SIARCE), BUDELOT Laurence (Vert le Petit), CELLIER Pierre-Henri (CCEJR), CELLIER Pierre-Henri (Saint Yon), CHAILLOU Patrick, COLAS Romain, CONAN Gauthier, CORDIER Corinne (SIARCE), CORDIER Corinne (Saint Vrain), COUDORO Bernardin (SIARCE), COUDORO Bernardin (Buno-Bonnevaux), COURTAS Grégory, DAMIATI Michaël, DASSA Emmanuel, DAVID Patrick, DELAITRE Jean-Marc, DELECOUR Bruno, DELMOTTE Kim, DEMEULEMEESTER Stéphane, DESNOUE Jérôme, DIRAT Karl (SIARCE), DIRAT Karl (Villabé), DJEARAMIN Ganesh, DUBOIS Jean-Pierre, DUMONTAUD SEURE Aurélie, DUPONT Germain, DURANTON Marianne, ESPRIN Daniel, FASSI Olivier, FAUVIN Dominique, FOUQUE Nicolas, FRAYSSE Gilles, GOMBAULT Jacques, GONZALES Didier (Villeneuve le Roi), GRILLON Eric (EPTGOSB), GRILLON Eric (Ablon), GUERTON Marc, HAMARD Sylvain (EPTGOSB), HAMARD Sylvain (Paray Vieille Poste), HARTZ Jean (CAGPS), HARTZ Jean (Bondoufle), HASSAN Zakaria, HUBERT Serge, JANIN Eric, LAMOUR Alain, LARCHER Olivier, LEREBOUR Christian, MARIN Arnaud, MARTIN Séverine, MATT Edouard, MAYEUR Véronique, MELIN Gil (CAGPS), MELIN Gil (Ris Orangis), MITTELHAUSSER Johann, MORICHON Michel, MORIN Jean-Marc (CAGPS), MORIN Jean-Marc (Lisses), MOURET Frédéric, NEDELEC Gaëlle, NOLLEAU Joel, PAGES Patrick, PAROLINI François, PERDIGEON Alain, PEROT Joël, PETEL Yann, PETRILLI Olivier, PFEIFFER Nathalie, PIAONTI Gilbert, PIGEON Marie France, PLANTE François, PYOT Frédéric (SIARCE), PYOT Frédéric (Corbeil-Essonnes), RASSIER Gérard, RAUSCHER Patrick, ROUSSEAU Jean Baptiste, SAC Patrice, SCACCHI Anne (CCEJR), SCACCHI Anne (Boissy sous Saint Yon), TIQUET Corinne, TOULOUSE Bernard, VEROTS Dominique, WITTEK Eugène (CAGPS), WITTEK Eugène (Etiolles)

Le Président ouvre la séance et procède à la nomination d'un secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame Laurence CASTAINGS est désignée secrétaire de séance

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité

**OBJET : ATTRIBUTION D'UN MANDAT SPECIAL AU 4<sup>EME</sup> AUTRE MEMBRE DU BUREAU ET PRINCIPE D'INDEMNISATION DES FRAIS EXPOSES DES DELEGUES RECEVANT MANDAT SPECIAL**

Le Comité Syndical,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2123-18,

Vu le décret du 03 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat modifié par le décret n° 2019-139 du 26 février 2019

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2019-PREF-DRCL-177 du 29 mai 2019 portant modification des statuts du Syndicat Mixte Orge-Yvette-Seine pour l'électricité et le gaz,

Vu les arrêtés inter préfectoraux 2021-PREF-DRCL-604 / 605 / 606 et 607 du 25 août 2021 portant adhésion de l' EPT 12, du SIEGRA, du SIARCE et de la commune d'Epinay sous Sénart au SMOYS

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2022-PREF-DRCL-397 du 10 octobre 2022 portant modifications statutaires

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2022-PREF-DRCL-461 du 25 novembre 2022, portant adhésion au SMOYS des communes de Ablon, Bondoufle, Chilly-Mazarin, Corbeil-Essonnes, Epinay-sur-Orge, Juvisy, Savigny-sur-Orge et Soisy-sur-Seine

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2023-PREF-DRCL-291 du 16 novembre 2023, portant adhésion au SMOYS de la commune de Saint-Pierre-du-Perray

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 2024-PREF-DRCL245 du 25 octobre 2024, portant adhésion au SMOYS de trente-neuf communes et de la Communauté de Communes du Dourdannais en Hurepoix pour la commune de Dourdan.

Considérant que le SMOYS, en tant qu'AODE, Autorité Organisatrice de Distribution de l'Energie, est un acteur de la transition écologique et solidaire,

Considérant que le comité syndical peut désigner des délégués recevant mandat spécial, et ce, pour une durée déterminée par délibération.

Considérant que cette action devra être mise en œuvre en coopération avec les collectivités adhérentes au SMOYS sur le territoire desquelles se réaliseront les objectifs de l'action ;

Considérant que le mandat spécial doit correspondre à une opération déterminée et exclut, par voie de conséquence, les activités courantes de l' élu,

Considérant qu'un membre de l'organe délibérant peut bénéficier du remboursement des frais exposés dans le cadre d'un mandat spécial, et que le remboursement porte exclusivement sur les frais nécessaires à l'exécution du mandat spécial,

Considérant que, dans ce cadre, les frais exposés sont remboursés dans les conditions applicables aux agents de l'Etat (Décret du 03 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'Etat modifié par le décret n°2019-139 du 26 février 2019),

Considérant que le remboursement des frais nécessaires à l'exécution d'un mandat spécial peut faire l'objet d'une forfaitisation, selon les barèmes définis par ledit décret :

Considérant que le comité syndical doit définir les conditions et la délimitation du remboursement des frais liés à un mandat spécial ainsi que la durée du mandat,



Le Comité syndical après en avoir délibéré,

**DESIGNE** le 4<sup>ème</sup> autre membre du bureau, Madame Corinne TIQUET, déléguée recevant mandat spécial,

**APPROUVE** le périmètre du mandat spécial confié au 4<sup>ème</sup> autre membre du bureau portant sur le suivi des fonds de soutien et des classes « Ecopousse » sur le secteur étampois et rural

**FIXE** à 12 mois la durée du mandat spécial confié au 4<sup>ème</sup> autre membre du bureau

**DIT** que le remboursement des frais sera conforme aux modalités et barèmes joints en annexe 1

**DIT** que les revalorisations ultérieures de ces indemnités, décidées par décret ou arrêté ministériel, seront applicables sans délibération.

**DONNE** pouvoir à Monsieur le Président du SMOYS pour la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Vote Unanimité	
Pour	30
Contre	0
Abstention	0

La délibération est adoptée

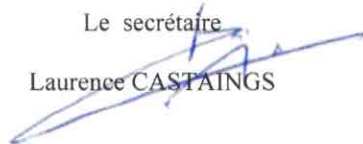
Le Président

Gino BERTOL



Le secrétaire

Laurence CASTAINGS



Date de publication sur le site :

L'autorité territoriale,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité

REÇU EN PRÉFECTURE

le 30/06/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-259102457-20250618-2025\_60-DE

Le 30/06/2025, j'ai reçu de votre service la notification de la décision de la Commission de l'Égalité de Territoires (CET) relative à la demande de reconnaissance de la commune de [Nom de la commune] comme commune nouvelle.

Je vous remercie pour l'attention que vous portez à ma demande et pour la rapidité de votre traitement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération.

Le Maire de la commune de [Nom de la commune], [Nom du Maire]

Il est à noter que la commune de [Nom de la commune] a été créée le 1er janvier 2025, en application de la loi n° 2015-912 du 26 juillet 2015 relative à la simplification administrative.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération.

Le 30/06/2025, j'ai reçu de votre service la notification de la décision de la Commission de l'Égalité de Territoires (CET) relative à la demande de reconnaissance de la commune de [Nom de la commune] comme commune nouvelle.

Je vous remercie pour l'attention que vous portez à ma demande et pour la rapidité de votre traitement.

[Signature]

Le Maire de la commune de [Nom de la commune], [Nom du Maire]

Le 30/06/2025, j'ai reçu de votre service la notification de la décision de la Commission de l'Égalité de Territoires (CET) relative à la demande de reconnaissance de la commune de [Nom de la commune] comme commune nouvelle.

Je vous remercie pour l'attention que vous portez à ma demande et pour la rapidité de votre traitement.